



Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

Le 27 novembre 2011 Bush Blair coupables de crimes de guerre



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Énergie Transnationales
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au terrorisme
- Droits humains et État de droit
- Loi et Justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

SYRIE : Mensonges médiatiques ou le prétexte à une autre « guerre humanitaire »

Manifestations en Syrie: Qui compte les morts?

par Julie Lévesque



Mondialisation.ca, Le 25 novembre 2011

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg ↑ submit ↓ 42 reddit f Share 1 Tweet

Selon de nombreux reportages provenant des organisations humanitaires, des médias occidentaux et de l'ONU, un grand nombre de manifestants pacifiques ont été tués par les forces syriennes depuis le début des troubles dans le pays à la mi-mars. Mais d'où viennent les chiffres?

Bon nombre de reportages sur la présumée répression meurtrière par le gouvernement syrien ne mentionnent pas la source de leurs informations et font souvent uniquement référence à des « groupes de défense des droits humains » ou « activistes » :

« **Des groupes de défense des droits humains ont affirmé** dimanche que des troupes ont réprimé des manifestants pacifiques **tuant huit personnes** dans le nord de la province d'Idlib et **quatre autres** dans des zones centrales, près de Hama. (Syrian Forces Kill 12 as ICRC Head Visits Damascus, Voice of America, 4 septembre 2011.)

Ces manifestations représentent une contestation sans précédent du président Bachar Al-Assad et de sa famille qui dirige le pays depuis plus de 40 ans. Les coûts sont élevés : de nombreux cyberactivistes ont été emprisonnés et, **selon des groupes de défenses des droits humains, au moins 200 personnes sont mortes.** (Deborah Amos, Syrian Activist In Hiding Presses Mission From Abroad, NPR, 22 avril 2011.)

Des **activistes pour la défense des droits humains ont informé Amnistie internationale qu'au moins 75 personnes on été tuées** aujourd'hui en Syrie durant d'importantes manifestations [...]

Trente personnes ont été tuées dans le sud de la ville d'Izzra, **22** à Damas, **18** dans la région de Homs et le reste dans d'autres villes et villages **ont affirmé les activistes** [...] (Scores killed in Syria as 'Great Friday' protests are attacked, Amnesty International, 22 avril 2011.)

Dans certaines circonstances, on peut comprendre la nécessité de demeurer « anonyme » là où l'on dit

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV GLOBAL RESEARCH TV

que la dissidence constitue un danger de mort. Toutefois, cette attitude sème systématiquement le doute : les « chiffres » peuvent être utilisés pour diaboliser le gouvernement dans le cadre d'opérations clandestines par des États ou des organisations souhaitant un changement de régime à Damas. Il est clair que plusieurs puissances étrangères, dont les États-Unis et Israël, cherchent depuis longtemps à renverser le régime syrien.

La confiance que les médias accordent à des informations émanant de groupes anonymes transmet une compréhension biaisée des manifestations en Syrie, lesquelles appuient l'objectif plus vaste de déstabilisation du régime syrien.

Lorsque des informations relatives au bilan des morts et provenant de sources anonymes sont publiées par un média dominant ou un organisme de défense des droits humains reconnu, ces informations sont relayées comme étant des « preuves factuelles » par d'autres sources d'information ou des boîtes de réflexion, cela sans davantage de vérifications. De plus, en cours de route, l'information est l'objet de déformation. Voici un exemple de ce phénomène :

Le groupe de défense des droits humains Amnistie internationale a affirmé vendredi avoir enregistré les noms de 171 personnes tuées depuis que les premiers manifestants sont morts à Daraa le 18 mars.

Le groupe s'est basé sur des informations fournies par des **activistes des droits humains, des avocats et d'autres sources et a déclaré que la plupart des personnes semblaient avoir été tuées par balles par les forces de sécurité.** ([Protesters killed in southern Syria](#), Al Jazeera, 9 avril 2011.)

L'article précédent est basé sur le communiqué suivant:

À la suite du décès d'au moins huit autres personnes durant les manifestations, Amnistie internationale a signalé aujourd'hui **qu'au moins 171 personnes auraient été tuées** au cours de trois semaines troubles sociaux en Syrie.

Le nombre de victimes des confrontations aujourd'hui **pourrait s'accroître dramatiquement selon des rapports d'activistes des droits humains du pays.**

Amnistie internationale a enregistré les noms de 171 personnes tuées. Les informations proviennent de sources incluant des **activistes des droits humains et des avocats.** ([Death toll rises amid fresh Syrian protests](#), Amnesty International, 8 avril 2011.)

L'information initiale d'Amnistie internationale (AI) indique que « 171 personnes auraient été tuées », une déclaration démontrant que bien qu'elle ait « enregistré les noms de 171 personnes tuées », l'organisation n'a pas pu confirmer cette information. Al Jazeera, omet cette « incertitude » et décrit ainsi comme un fait la supposition que 171 personnes ont été tuées.

Voici un autre exemple de ce genre de déformation :

Bien qu'elles aient promis de mettre fin à la répression, les forces de sécurité syriennes ont continué à supprimer des manifestants antirégime, **tuant au moins 18 personnes jeudi dans la ville de Homs (al-Jazeera)** (sic). (Jonathan Masters, [Assad's Broken Promises](#), Council on Foreign Relations, 3 novembre 2011.)

Cette analyse vient du Council on Foreign Relations (CFR), la fameuse et très puissante boîte de réflexion sur la politique étrangère des États-Unis. Il est fondé sur l'article suivant d'Al Jazeera où l'information concernant la tuerie est nettement différente.

Des dizaines de personnes **auraient été tuées** jeudi dans la ville de Homs, un point chaud des affrontements, alors que les forces de sécurité syriennes ont bombardé des zones résidentielles avec des chars d'assaut.

Les **Comités de coordination locaux de la Syrie, un groupe d'activistes qui surveille le soulèvement du pays, ont déclaré que** les décès signalés ont eu lieu jeudi dans le district de Bab Amro à Homs. ([Syria "violence defies peace deal"](#), Al Jazeera, 4 novembre 2011.)

La formulation d'Al Jazeera, « auraient été tuées » et « décès signalés » révèle que ces décès ne sont pas confirmés. Le média qatari mentionne aussi que ces affirmations proviennent d'une seule source, à savoir un groupe d'activistes nommé Local Coordination Committees of Syria (Comités de coordination locaux, CCL). L'article du CFR a transformé les allégations d'Al Jazeera en faits concrets.

Lorsqu'il est temps de compter les morts, le CCL est très souvent cité dans les médias mainstream comme source d'information dans les reportages sur des tueries commises par les autorités syriennes, comme on peut le voir dans les exemples suivants :

Un autre groupe d'opposition, les **Comités de coordination locaux, ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas corroborer le bilan du Syrian Observatory [Observatoire syrien] concernant les pertes militaires, même s'ils ont également qualifié la journée de lundi comme l'une des plus sanglantes du soulèvement, avec la mort d'au moins 51 civils.** « Nous n'avons aucune confirmation de ce qu'ils avancent » a affirmé Omar Idlibi, un porte-parole des Comités de coordination locaux. (Nada Bakri and Rick Gladstone, [Syria Faces New Threats as Opposition Seeks Allies](#), The New York Times, 15 novembre 2011.)

Selon le réseau de l'opposition, les Comités de coordination locaux, au moins cinq personnes ont été tuées pendant l'offensive militaire : trois dans la province centrale de Homs, une à Tall Kalakh, une ville frontalière de l'est, et une autre à Idlib, le long de la frontière

avec la Turquie. (Roula Hajjar, [Syria: Activists report manhunt for defectors and protesters](#), Los Angeles Times, 5 septembre 2011.)

Un activiste de la Syrian Revolution Coordinators Union (SRCU) [Union des coordonateurs de la révolution syrienne] a déclaré à Al Jazeera que la police secrète a ouvert le feu et a lancé des gaz lacrymogènes afin de disperser plus de 10 000 manifestants à Deir Ezzor, dans l'est tribal de la Syrie. Dix manifestants ont été blessés et environ 40 arrêtés, a-t-il affirmé.

La SRCU est le nom donné cette semaine à l'un des réseaux populaires d'opposition en Syrie. La **SRCU travaille en collaboration avec les Comités de coordination locaux (CCL)**, un autre réseau d'opposition populaire. ([Al Jazeera Live Blog – Syria](#), 3 juin 2011.)

Au moins 2 200 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début des troubles sociaux selon le bilan des Nations Unies. Un groupe d'activistes, **[la SRCU], a affirmé mardi que, uniquement durant le Ramadan, 551 personnes avaient été tuées. Le groupe a déclaré que 130 autres personnes ont été tuées** le 31 juillet, la veille du Ramadan, dans une attaque contre la ville de Hama, laquelle a par ailleurs été la scène d'une répression féroce en 1982.

Quatre personnes ont été tuées mardi à Hara et **deux autres** à Inkil, deux villes de la province de Dara, **selon les Comités de coordination locaux**, un autre groupe d'activistes qui documente les manifestations. (Nada Bakri, [Syrian Security Forces Fire on Worshipers as Ramadan Ends](#), The New York Times, 30 août 2011.)

Le dernier article cite un bilan des Nations Unies (ONU) comme s'il s'agissait d'une source indépendante d'information. Toutefois, selon l'un de ses rapports, l'ONU se fie elle aussi à la même source d'information, le CCL, et indique dans une note être incapable de confirmer si les informations fournies par ce groupe sont vraies :

Au moment de la rédaction de ce rapport, **la mission avait reçu plus de 1900 noms et informations de personnes tuées dans la République arabe syrienne** depuis la mi-mars 2011. **Tous seraient des civils** [26].

26. Ces informations sont compilées par des comités de coordination locaux actifs dans la République arabe syrienne, où ils documentent les noms des victimes et les détails à leur sujet. **La mission n'est pas en mesure de vérifier ces informations de manière indépendante.** (Nations Unies, [Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Syrian Arab Republic - A/HRC/18/53](#), 15 septembre 2011.)

Que sont les Comités de coordination locaux (CCL)?

Selon un article du Christian Science Monitor, le groupe **CCL** fait partie du Conseil national syrien (CNS), une entité non élue. Même si la plupart de ses membres vivent en exil et que ses membres en Syrie demeurent inconnus, le CNS est présenté comme l'autorité légitime de la Syrie et a été reconnu par le Conseil national de transition de la Libye, un autre organisme non élu, reconnu par les puissances occidentales comme représentant « démocratique » du peuple libyen.

Les leaders de l'opposition syrienne ont formellement créé le **Conseil national syrien [CNS]** lors d'une rencontre dimanche en Turquie, réunissant ainsi les groupes les plus disparates **cherchant à déloger le président syrien Bachar Al-Assad.**

Associated Press rapporte que le conseil comprend entre autres les **Comités de coordination locaux, qui ont organisé la plupart des manifestations au pays**, les Frères musulmans syriens et des groupes kurdes. **Presque la moitié des membres [du CNS] sont actuellement en Syrie** selon le Washington Post, répondant ainsi à la forte crainte que le conseil compterait trop sur des exilés. (Ariel Zirulnick, [Syrian opposition groups formally unify overcoming key hurdle](#), 3 octobre 2011.)

Le CCL est plutôt anonyme. Le groupe a refusé une entrevue par téléphone mais a accepté de répondre à quelques questions par courriel. On affirme que par mesure de sécurité, le nombre de membres au sein de l'organisation ne peut être divulgué, mais on indique que 13 d'entre eux sont membres du CNS. « Nous avons suffisamment de membres pour organiser une manifestation sur le terrain, pour les médias et les opérations de secours. »



Logo du CCL

Les membres seraient issus de divers milieux et de tous les groupes d'âge; certains œuvreraient en Syrie, d'autres à l'extérieur du pays. Le CCL signale que, en Syrie et ailleurs, ses membres ont été menacés, arrêtés et torturés par les autorités syriennes.

Comment sont-ils devenus une source d'information pour les médias étrangers? Parce qu'ils fournissent des faits crédibles, affirme le porte-parole.

Quel est le but ultime du CCL? « **Notre but est de changer le régime en Syrie** et comme **première étape**, nous voulons **mettre fin au mandat de l'actuel président**, lequel est politiquement et légalement responsable de crimes commis par son régime contre le peuple syrien. Ensuite **nous souhaitons transférer le pouvoir de manière sécuritaire**. »

En somme, le CCL désire un changement de régime en Syrie et il semble constituer la source principale d'informations pour les médias occidentaux et les organisations humanitaires. Si ce groupe d'opposition affirme fournir des « faits crédibles », il n'existe aucun moyen de vérifier ces faits. Les faits présumés pourraient très bien constituer de la propagande visant à discréditer le régime actuel et à galvaniser l'opinion publique en faveur du changement de régime que le groupe souhaite mettre en œuvre.

Même si le porte-parole du CCL a refusé de divulguer les noms des membres du groupe, certains sont parus dans les médias dominants. L'un des membres ou collaborateurs, est Rami Nakhle, un cyberactiviste vivant en exil à Beyrouth au Liban.

« Aujourd'hui, après 98 jours de protestations, il vit dans le déni », déclare Rami Nakhle, **un Syrien travaillant à Beyrouth avec les Comités de coordination locaux, un centre d'échange pour les manifestations et les activités l'opposition syrienne**. « Il est maintenant évident pour tout le monde que Bachar Al-Assad ne peut pas changer. Il ne réalise pas que la Syrie a changé pour toujours, mais il demeure le même président, celui que nous avons entendu la dernière fois en avril. » (Nicholas Blanford, [Assad's speech may buy time, but not survival](#), The Christian Science Monitor, 20 juin 2011.)

Selon NPR, l'activiste a une relation privilégiée avec Al Jazeera :

Lorsque la chaîne arabe Al-Jazeera diffuse les dernières nouvelles, **les images proviennent du réseau de Nakhle**. (Deborah Amos, [Syrian Activist In Hiding Presses Mission From Abroad](#), 22 avril 2011.)

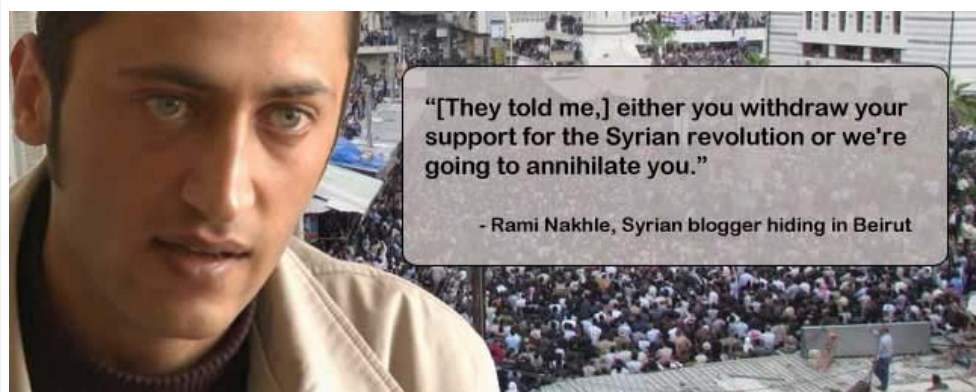
Il convient de signaler ici qu'[Al Jazeera a joué un rôle clé](#) dans la promotion du changement de régime en Libye.

La cyberdissidence

[CyberDissidents.org](#), un site web [présenté par le Bush Center](#) comme une « Voix de la liberté en ligne » brosse un portrait de Nakhle, qui n'est pas sans rappeler les autres portraits parus dans la presse mainstream, lesquels le décrivent uniquement comme un cyberdissident, comme s'il n'avait jamais eu d'autres occupations :

Rami Nakhle est un cyberdissident de 27 ans. Son utilisation des médias sociaux pour diffuser des informations sur la révolution syrienne a capté l'attention des autorités syriennes, ce qui l'a amené à fuir au Liban en janvier 2011. Depuis les trois dernières années, il travaille sous le pseudonyme de Malath Aumran. Même si la police secrète syrienne a découvert sa véritable identité, il continue à utiliser ce pseudonyme afin de conserver la reconnaissance de ses adeptes en ligne.

Malgré ces menaces du gouvernement syrien, Nakhle continue à travailler dans la clandestinité et poursuit sa campagne pour la liberté par Facebook, Twitter et en donnant des entrevues sans restrictions avec de grands médias comme la BBC et le New York Times. ([CyberDissident Database](#))



Portrait de [Rami Nakhle sur CyberDissident.org](#). « *[Ils m'ont dit] tu retires ton appui à la révolution syrienne ou nous allons t'anéantir.* » - Rami Nakhle, blogueur syrien en fuite à Beyrouth

Le gouvernement étasunien et des organisations non gouvernementales comme Freedom House, [faisant le travail de la CIA](#), sont d'importants promoteurs de la cyberdissidence :

Des dissidents politiques de la Chine, de l'Iran, de la Russie, de l'Égypte, de la **Syrie**, du Venezuela et de Cuba se rendront à Dallas pour **se joindre aux fellows de l'Institut George W. Bush, aux experts de Freedom House**, aux représentants du Berkman Center for Internet and Society de Harvard, **aux membres du gouvernement des États-Unis ainsi qu'à d'autres leaders de ce domaine pour discuter des succès et des défis des mouvements mondiaux de dissidence politique sur Internet**.

L'Institut George W. Bush a annoncé aujourd'hui [30 mars 2010] qu'il serait l'hôte le 19 avril 2010 d'une conférence sur les cyberdissidents, en collaboration avec l'organisation des droits

humains Freedom House. (George W. Bush Institute and Freedom House to Convene Freedom Activists, Human Rights and Internet Experts to Assess Global Cyber Dissident Movement, Business Wire, 30 mars 2011)

Rami Nakhle ne cache pas ses intérêts pour les organisations étasuniennes. Sur [sa page Facebook](#), il dresse la liste d'« intérêts » suivants : National Democratic Institute (NDI), présidé par Madeleine Albright, Human Rights Watch et l'ambassade des États-Unis à Damas.

L'intérêt du cyberactiviste pour ces organisations démontre clairement dans quel camp il se trouve, tout comme le membre du CNS, Radwan Ziadeh, ancien fellow du National Endowment for Democracy, une autre organisation reconnue pour ses [liens avec la CIA](#)

Dans une [entrevue avec le Guardian](#), le cyberdissident affirme avoir été harcelé par la police secrète syrienne sur sa page Facebook. C'est possible, cependant, il s'agirait là d'une tactique inhabituelle pour la police secrète, laquelle habituellement, comme l'indique son nom, agit secrètement. Un tel harcèlement ressemble davantage à de la propagande noire : des gens opposés au régime tentant de faire mal paraître les autorités syriennes. Une sorte de « cyberopération sous faux pavillon », conçue pour être vue de tous.

Le « soulèvement syrien » semble être une copie des événements de Libye, lesquels ont favorisé une intervention de l'OTAN et mené à un changement de régime. La presse dominante a encore une fois une source principale d'information, soit le groupe d'opposition. Les médias ignorent les pertes milliaires et omettent de rapporter que l'on trouve parmi les manifestants des hommes armés, au nombre de 17 000 selon un [rapport de l'International Institute for Strategic Studies](#). Un groupe non élu, le CNS est présenté paradoxalement comme un mouvement démocratique et on lui accorde davantage de crédibilité et une importante couverture médiatique.

Julie Lévesque

Le 25 novembre 2011

Julie Lévesque est journaliste et chercheure au Centre de recherche sur la Mondialisation.

Julie Lévesque est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Julie Lévesque publiés par Mondialisation.ca](#)



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site [www.mondialisation.ca](#) à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeitor@yahoo.com

[www.mondialisation.ca](#) [www.mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeitor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Julie Lévesque, Mondialisation.ca, 2011

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27865

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009